

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2000 B 18870

Numéro SIREN : 380 342 808

Nom ou dénomination : AUBERT & DUVAL

Ce dépôt a été enregistré le 25/06/2020 sous le numéro de dépôt 33540

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

DATE DEPOT : 25-06-2020

N° DE DEPOT : 033540

N° GESTION : 2000B18870

N° SIREN : 380342808

DENOMINATION : AUBERT & DUVAL

ADRESSE : 10 boulevard de Grenelle 75015 Paris

MILLESIME : 2019

Procès-Verbal de décision de l'associé unique
Du 20 mai 2020

Le vingt mai deux mille vingt, à dix heures, au siège social de la société, la société ERAMET HOLDING ALLIAGES représentée par son Directeur Général M. Marc Blanquart associé unique de la société AUBERT & DUVAL elle-même représentée par M. Jérôme Fabre, son Président.

Connaissance prise du rapport présenté par le Président d'Aubert & Duval et du rapport général des Commissaires aux Comptes titulaire KPMG et suppléant Salustro Reydel, tous deux absents excusés, l'associé unique, a pris les décisions suivantes :

I - A PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Il rappelle que tous les documents légaux ont été communiqués à l'associé unique dans les délais légaux et dépose sur le bureau les documents suivants :

- les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ;
- le rapport de gestion sur les opérations de l'exercice écoulé établi par Monsieur Jérôme Fabre, Président.

II - A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES portant sur l'ordre du jour arrêté par Monsieur Jérôme Fabre, Président :

- Rapport de gestion,
- Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019,
- Approbation desdits comptes et conventions,
- Quitus au Président,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Renouvellement du mandat du Président,
- Continuation de la société malgré des capitaux propres devenus inférieurs à la moitié du capital social (à titre extraordinaire),
- Questions diverses,
- Pouvoirs en vue des formalités.

AUBERT & DUVAL
(SAS)
Société par actions simplifiée au capital de 452 564 928 euros
Siège social : 10 Boulevard de Grenelle 75015 PARIS
RCS Paris B 380 342 808

PREMIERE DECISION

L'associé unique, connaissance prise du rapport de gestion relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2019 et du rapport sur les comptes annuels, approuve les comptes annuels de cet exercice, tels qu'ils lui ont été présentés, les comptes se soldant par une perte de 99 812 973,64 €.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans le rapport de gestion, ainsi que les conventions antérieures poursuivies au cours de l'exercice.

L'associé unique confirme également que les comptes de l'exercice écoulé font apparaître une somme de 106 101 € correspondant à des dépenses et charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 du code général des impôts.

En conséquence, l'associé unique donne au Président quitus entier et sans réserve de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

Cette décision est approuvée par l'associé unique.

DEUXIEME DECISION

Nous vous proposons de ne verser aucun dividende au titre de l'exercice 2019 et d'affecter le déficit de l'exercice de 99 812 973,64 € au compte report à nouveau qui passera ainsi après affectation de (326 802 746,21) € à (426 615 719,85) €.

Au titre des trois derniers exercices, les dividendes distribués ont été (en euros/actions) :

	Dividende Net
2016	Néant
2017	Néant
2018	Néant

Cette décision est approuvée par l'associé unique.

AUBERT & DUVAL
(SAS)
Société par actions simplifiée au capital de 452 564 928 euros
Siège social : 10 Boulevard de Grenelle 75015 PARIS
RCS Paris B 380 342 808

TROISIEME DECISION

L'associé unique décide le nouvellement pour 6 exercices du mandat de Président de Monsieur Jérôme Fabre, soit jusqu'à la réunion d'approbation des comptes qui aura lieu en 2026 statuant sur les comptes de l'exercice 2025.

L'associé unique décide qu'il ne percevra pas de rémunération au titre de son mandat de Président.

Cette décision est approuvée par l'associé unique.

QUATRIEME DECISION (à titre extraordinaire)

Après avoir pris connaissance du fait que les fonds propres de la société sont devenus inférieurs à la moitié du capital social, l'associé unique décide de poursuivre l'activité de la société.

Cette décision est approuvée par l'associé unique.

CINQUIEME DECISION

L'associé unique, après avoir entendu la lecture du rapport des Commissaires aux comptes sur les conventions relevant de l'article L. 227-10 du Code de commerce, approuve les conclusions desdits rapports et les conventions qui y sont mentionnées.

Cette décision est approuvée par l'associé unique.

SIXIEME DECISION

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités qui seront nécessaires.

Cette décision est approuvée par l'associé unique.

De ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal signé par ERAMET HOLDING ALLIAGES, l'associé unique d'Aubert & Duval ainsi que par le Président.

Monsieur Marc Blanquart

Directeur Général Délégué de ERAMET HOLDING ALLIAGES

Monsieur Jérôme Fabre

Président d'AUBERT & DUVAL



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Aubert & Duval S.A.S.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

Aubert & Duval S.A.S.

10, boulevard de Grenelle - 75015 Paris

Ce rapport contient 48 pages

Référence : PAD-202-59



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Aubert & Duval S.A.S.

Siège social : 10, boulevard de Grenelle - 75015 Paris
Capital social : €.452 564 928

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'attention de l'Associé unique de la société Aubert & Duval S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Aubert & Duval S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le président le 17 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Faits caractéristiques » de l'annexe aux états financiers qui :

- explicite le cadre dans lequel s'applique le principe de continuité de l'exploitation et,
- expose la poursuite de la mise en conformité des processus qualité au sein d'Aubert & Duval et le solde de la provision comptabilisée à ce titre qui s'élève à 58 M€ au 31 décembre 2019.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Titres de participations

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2019 s'établit à 38 731 milliers d'euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'usage selon les modalités décrites dans la note « Participations, autres titres immobilisés et valeurs de placement » des règles et méthodes comptables de l'annexe aux états financiers.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'usage, notamment à revoir l'actualisation des perspectives de rentabilité des activités concernées, et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles établies sous le contrôle de la direction générale.

Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.

Immobilisations corporelles

La note « Immobilisations corporelles » des règles et méthodes comptables de l'annexe aux états financiers expose notamment la comptabilisation, en 2018, d'une dépréciation des actifs industriels de la société pour un montant résiduel de 154 millions d'euros à la fin de l'exercice.

Nos travaux ont consisté à examiner le processus d'élaboration du plan d'affaires et le caractère raisonnable des données et des hypothèses sur lesquelles se fondent cette dépréciation :

- en appréciant le caractère raisonnable des taux de croissance et du taux d'actualisation utilisés,
- en vérifiant la cohérence des prévisions de flux de trésorerie avec les performances passées et le budget,
- et en revoyant les calculs et les analyses de sensibilité effectués par la société.

Stocks

La note « Stocks » des règles et méthodes comptables de l'annexe aux états financiers expose notamment les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des stocks.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées dans cette note et des informations fournies dans l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Provisions sociales

Votre société constitue des provisions pour couvrir ses engagements sociaux, tels que décrits dans la note « Provisions sociales, retraites et médailles du travail » des règles et méthodes comptables de l'annexe aux états financiers.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et à revoir par sondages les calculs effectués par la société.

Provisions pour risques opérationnels

Votre société constitue des provisions pour couvrir ses risques opérationnels, tels que décrits dans la note « Provisions pour risques opérationnels » des règles et méthodes comptables de l'annexe aux états financiers.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et à revoir par sondages les calculs effectués par la société.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président arrêté le 17 avril 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté du rapport de gestion et des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 20 mai 2020

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Pierre-Antoine Duffaud
Associé

COMPTES ANNUELS

Aubert & Duval

Société par actions simplifiée

10 boulevard de Grenelle 75015 PARIS

DATE DE CLOTURE : 31/12/2019

Sommaire

Bilan - Actif.....	3
Bilan - Passif.....	4
Compte de résultat.....	5
Compte de résultat (suite).....	6
Annexe.....	7
Faits caractéristiques.....	8
Règles et méthodes comptables.....	9
Immobilisations.....	13
Amortissements.....	14
Provisions inscrites au bilan.....	15
Stocks et en-cours.....	16
Immobilisations financières.....	17
Créances - Dépréciations.....	18
Disponibilités.....	19
CCA et frais émission emprunts.....	20
Variation des capitaux propres.....	21
Provisions réglementées.....	22
Détail des provisions.....	23
Dettes.....	24
Produits constatés d'avance.....	25
Société établissant des comptes consolidés.....	26
Entreprises liées.....	27
Composition du capital social.....	28
Liste des filiales et des participations.....	29
Ventilation du Chiffre d'affaires.....	30
Charges et produits financiers.....	31
Charges produits exceptionnels.....	32
Impôt sur les bénéfices.....	33
Effectifs.....	35
Engagements hors bilan.....	36
Autres Informations.....	41
Evènements post clôture.....	42

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice 2019			Exercice 2018
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0	0	0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	47 623	42 001	5 622	6 532
Fonds commercial	76	76	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	47 699	42 077	5 622	6 532
Terrains	11 024	6 671	4 353	4 016
Constructions	113 481	97 016	16 465	15 058
Installations techniques, matériel	682 194	566 595	115 599	111 668
Autres immobilisations corporelles	26 124	24 229	1 895	1 632
Immobilisations en cours	35 733	15 312	20 421	13 220
Avances et acomptes	15 842	0	15 842	10 331
TOTAL immobilisations corporelles	884 400	709 824	174 576	155 925
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	68 949	30 267	38 682	39 059
Créances rattachées à des participations	22 977	0	22 977	17 964
Autres titres immobilisés	49	0	49	49
Prêts	26 793	0	26 793	29 516
Autres immobilisations financières	689	0	689	698
TOTAL immobilisations financières	119 458	30 267	89 191	87 286
Total Actif Immobilisé (II)	1 051 557	782 168	269 388	249 742
Matières premières, approvisionnements	68 323	20 167	48 156	43 658
En cours de production de biens	345 263	9 198	336 065	236 644
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	45 545	18 864	26 681	39 639
Marchandises	0	0	0	0
TOTAL Stock	459 131	48 229	410 902	319 941
Avances et acomptes versés sur commandes	28 484	0	28 484	19 050
Clients et comptes rattachés	38 068	1 124	36 944	39 946
Autres créances	58 460	8 668	49 792	66 073
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	125 013	9 792	115 220	125 069
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
dont actions propres:				
Disponibilités	1 590	0	1 590	1 488
TOTAL Disponibilités	1 590	0	1 590	1 488
Charges constatées d'avance	213	0	213	383
Total Actif Circulant (III)	585 948	58 021	527 927	446 881
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0		0	0
Ecarts de conversion actif (VI)	0		0	0
Total Général (I à VI)	1 637 504	840 189	797 315	696 623

Bilan passif

BILAN-PASSIF		Exercice 2019	Exercice 2018
Capital social ou individuel	dont versé : 0	452 565	452 565
Primes d'émission, de fusion, d'apport,		8 425	8 425
Ecarts de réévaluation	dont écart d'équivalence 0	0	0
Réserve légale		14 612	14 612
Réserves statutaires ou contractuelles		0	0
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours :	0	0
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :	321	321
TOTAL Réserves		23 358	23 358
Report à nouveau		-326 803	-29 044
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		-99 813	-297 758
Subventions d'investissement		1 141	1 226
Provisions réglementées		139 673	138 868
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		190 121	289 214
Produit des émissions de titres participatifs		0	0
Avances conditionnées		5 655	6 114
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		5 655	6 114
Provisions pour risques		84 223	86 199
Provisions pour charges		59 957	56 309
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)		144 180	142 508
Emprunts obligataires convertibles		0	0
Autres emprunts obligataires		0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		12 037	25 735
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs : 0	159 469	5 626
TOTAL Dettes financières		171 505	31 360
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		58 467	51 244
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		125 804	82 983
Dettes fiscales et sociales		63 334	59 228
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		7 736	5 105
Autres dettes		3 710	2 541
TOTAL Dettes d'exploitation		259 052	201 101
Produits constatés d'avance		26 802	26 326
TOTAL DETTES (IV)		457 359	258 787
Ecart de conversion Passif (V)		0	0
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)		797 315	696 623

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2019			Exercice 2018
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	2 175	758	2 933	2 929
Production vendue biens	244 308	359 441	603 748	730 414
Production vendue services	15 119	781	15 900	17 786
Chiffres d'affaires nets	261 601	360 981	622 582	751 128
Production stockée			94 221	-13 541
Production immobilisée			12 273	33 265
Subventions d'exploitation			930	528
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			68 215	49 274
Autres produits			1 857	274
Total des produits d'exploitation (I)			800 077	820 928
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			15	76
Variation de stock (marchandises)			0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			289 362	275 997
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-2 062	9 228
Autres achats et charges externes			253 684	256 762
Impôts, taxes et versements assimilés			14 652	15 330
Salaires et traitements			145 083	139 006
Charges sociales			63 629	59 448
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements	28 094	35 577
		Dotations aux provisions	0	0
		Sur actif circulant : dotations aux provisions	47 751	40 540
		Pour risques et charges : dotations aux provisions	7 157	10 939
Autres charges			376	470
Total des charges d'exploitation (II)			847 741	843 373
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-47 664	-22 445
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			0	0
Produits financiers de participations			1 363	1 875
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			1 869	1 865
Autres intérêts et produits assimilés			21	11
Reprises sur provisions et transferts de charges			909	758
Différences positives de change			0	1 268
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des produits financiers (V)			4 162	5 777
Dotations financières aux amortissements et provisions			9 144	12 949
Intérêts et charges assimilées			6 443	15 938
Différences négatives de change			1	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des charges financières (VI)			15 587	28 887
RÉSULTAT FINANCIER			-11 425	-23 111
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I+II+III-IV+V-VI)			-59 089	-45 555

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice 2019	Exercice 2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	568	1 778
Produits exceptionnels sur opérations en capital	93	9 871
Reprises sur provisions et transferts de charges	81 008	42 380
Total des produits exceptionnels (VII)	81 669	54 030
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	44 263	8 652
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 320	10 036
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	80 341	291 227
Total des charges exceptionnelles (VIII)	125 924	309 914
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	-44 254	-255 884
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	0	0
Impôts sur les bénéfices (X)	-3 530	-3 681
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	885 909	880 735
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	985 722	1 178 493
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	-99 813	-297 758

Annexe

Faits caractéristiques

Situation et activité de la Société au cours de l'exercice 2019

Le chiffre d'affaires de l'entité Aubert & Duval est en recul de 17 % à 623 M€ et le résultat d'exploitation est en perte de -48 M€. Cette contreperformance résulte des retards de livraison chez Aubert & Duval, consécutifs à la mise en conformité des processus qualité.

Activités

Grâce à un portefeuille produits diversifié, couvrant l'ensemble des moyens et long-courriers, la société a été peu impactée par la situation de Boeing en 2019. Les baisses de cadence du Boeing 737MAX et l'annonce de l'arrêt de la production de l'Airbus A380 ont été compensées par le record de livraison de la famille d'avions A320 d'Airbus ainsi que le maintien des cadences de production des avions longs courriers chez Boeing.

Des contrats ont été récemment signés avec des donneurs d'ordre de premier plan dans le secteur de l'aéronautique et de l'énergie, dans les domaines des moteurs d'avions monocouloirs, trains d'atterrissement et des turbines à gaz.

La mise en conformité des processus qualité se poursuit avec l'ensemble des clients concernés et a continué à peser sur les livraisons et à impacter fortement le chiffre d'affaires et la performance. La dynamique du plan d'actions correctives lancé fin 2018 a permis le retour à un rythme normal de facturation depuis le mois de septembre sur l'ensemble des sites à l'exception des Ancizes, qui s'en est toutefois rapproché en fin d'année. Le niveau de facturation mensuel d'Aubert & Duval au quatrième trimestre 2019 a été supérieur de 15 % à la moyenne mensuelle de l'année, reflétant une inflexion globale des retards constatée depuis le mois de septembre.

La résorption des retards de livraisons de l'activité pièces matricées se poursuit et le retour à un niveau normalisé est attendu en 2020. Les retards de l'activité produits longs forgés et laminés restent encore significatifs, en particulier aux Ancizes. Un plan d'action spécifique a été mis en place afin d'accroître la capacité des étapes finales de production et de contrôle.

Les expertises conjointes et le travail de fond en collaboration étroite avec les clients ont été menés tout au long de l'année et se poursuivent. Elles ont conduit à une restructuration en profondeur des modes de management et des méthodes de production préexistants. Cette action de fond se prolongera tout au long de l'année 2020. Une provision complémentaire de 15 M€ a été comptabilisée en 2019, afin de prendre en compte l'estimation à date du coût du traitement de la revue approfondie des processus qualité (notamment les frais d'expertises), estimé au total à 80 M€. Le solde de la provision qualité au 31 Décembre 2019 est de 58,2 M€. A date, Aubert & Duval ne fait l'objet d'aucun développement judiciaire dans le cadre de la mise en conformité des processus qualité.

Les conséquences des problèmes logistiques ont très fortement pénalisé la performance d'Aubert & Duval en 2019 : une augmentation de 80 M€ du niveau de stock d'en-cours.

Dans ce contexte d'exploitation, Eramet, la maison-mère, a accordé au cours de l'exercice 2019 un financement à Aubert & Duval pour un montant de 174 m€ afin que la société soit en mesure de faire face à ses obligations. Au 31 décembre 2019, ces lignes de crédit étaient partiellement tirées pour un montant de 120 m€. Les lignes résiduelles de 54 m€ ainsi qu'une ligne supplémentaire de 30 m€ accordée en 2020 ont été tirées au cours du premier semestre 2020.

Par ailleurs, la société Aubert & Duval bénéficiera de lignes de crédit complémentaires de sa maison-mère qui lui permettront de faire face à ses besoins de trésorerie au titre de l'exercice 2020.

La convention de continuité d'exploitation s'inscrit dans ce cadre.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2019 ont été établis, sur une durée de 12 mois, conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2015-06 du 23 novembre 2015 et N°2016-7 modifiant le règlement N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable. La société applique aussi le règlement ANC N° 2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base, dans le contexte rappelé dans la note « faits caractéristiques :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement constituées de logiciels amortis sur un ou trois ans.

Immobilisations corporelles

Les éléments corporels sont évalués :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux)
- à leur coût de production (biens produits).

Pour les immobilisations corporelles, des tests de dépréciation sont effectués lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur actuelle d'un actif est inférieure à sa valeur nette comptable. La valeur actuelle est définie comme la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage. La valeur d'usage correspond à l'estimation des avantages économiques futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa sortie.

Pour déterminer la valeur d'usage, la société utilise la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs générés par l'utilisation des actifs. Les données utilisées pour l'établissement des flux de trésorerie prévisionnels actualisés proviennent des budgets annuels et plans plurianuels réalisés par le management. Ces plans résultent de projections sur une durée de 5 ans, auxquelles s'ajoute une valeur terminale correspondant à la capitalisation à l'infini des flux de trésorerie normatifs. Les taux de croissance utilisés sont ceux retenus pour les budgets. Le taux d'actualisation utilisé pour déterminer la valeur d'utilité est le coût moyen pondéré du capital.

Les pertes de valeurs constatées sont comptabilisées dans le résultat de la période.

Les pertes de valeur antérieurement comptabilisées sont évaluées à chaque date de clôture, à la recherche d'indications traduisant leur diminution ou leur disparition. Une perte de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur nette comptable, qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

La société avait comptabilisé, l'année passée, une dépréciation de ses actifs industriels, principalement localisée sur les sites des Ancizes, Imphy et Firminy. Le montant de cette dépréciation s'élève à un montant de 154 M€ au 31 décembre 2019.

Option fiscale pour l'amortissement dégressif : à compter des investissements 2007, les biens éligibles à l'amortissement dégressif sont, sur le plan fiscal, amortis selon le mode dégressif.

Le complément d'amortissement résultant de l'application du mode dégressif est comptabilisé en amortissement dérogatoire.

Les amortissements sont calculés sur les durées prévues d'utilisation :

Constructions	Structure	40 ans
	Composants	20 ans
Agencement et aménagements des constructions		10 ans
Installations techniques, matériels et industriels	Génie civil	40 à 50 ans
	Structure mécanique	20 à 50 ans
	Autres composants	10 à 20 ans
Petits matériels et outillages industriels		5 à 10 ans
Matériels de transport		4 à 10 ans
Matériels de bureau et informatique		5 ans
Mobilier		6 à 10 ans

Participations, autres titres immobilisés et valeurs de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Les prêts sont inscrits à la valeur nominale. Les titres sont estimés à leur valeur d'usage, qui tient compte à la fois de la valeur d'actif et des perspectives de rentabilité. Lorsque la valeur d'usage est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks de matières premières et consommables sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les frais financiers, les frais de holding, les frais commerciaux ainsi que les dépenses de recherche et développement sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les écarts de sous-activité ne sont pas intégrés dans les stocks.

Une provision pour dépréciation des stocks de matières premières, produits finis et intermédiaires est constatée dans les cas suivants :

- références déteriorées ou à forte antériorité
- valeur d'inventaire projetée à la fin du cycle de production supérieure au prix de vente
- produits finis sans perspective de vente à horizon 6 mois et dont la date du dernier mouvement est antérieure à 1 an

Le taux de dépréciation appliqué est de 100% du coût de revient, sans jamais dépasser la valeur de chute.

Une provision pour dépréciation des matières outillages est constatée selon la méthode suivante :

- Sur les 2 premières années de la date d'entrée en stocks, le stock ne subit aucune dépréciation.
- A partir de la 3ème année, une dépréciation linéaire est comptabilisée par tranche de 25 % pour chaque année supplémentaire de détention en stocks
- Après 5 ans, la dépréciation est de 100%.

Une provision pour dépréciation des pièces de rechange est constatée dès que la date d'entrée en stock de la dernière pièce est antérieure à 1 an, le taux de dépréciation est de 100%.

Créances

Les créances douteuses font l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de 100% du montant de la créance.

Les créances hors groupe échues depuis plus de 180 jours, qui n'ont pas fait l'objet d'une titrisation, sont dépréciées à 100%.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés au cours moyen mensuel.

Les créances et les dettes en devises sont revalorisées au cours du dernier jour de l'exercice.

Les effets des opérations de couverture de change appliquées aux créances et dettes en devises sont constatés en pertes ou gains de change en résultat d'exploitation. La contrepartie est comptabilisée dans des comptes de « Différences d'évaluation de couverture ».

Provisions sociales, retraite et médailles du travail

Le calcul des provisions sociales est confié depuis 2004 à un actuaire indépendant.

La provision a fait l'objet d'une évaluation actuarielle des engagements selon un cadre uniforme (hypothèses et méthodes). En termes d'évaluation et de comptabilisation, la société applique la recommandation ANC N°2013-02.

Provisions pour risques opérationnels

La société élabore des aciers spéciaux et super alliages, notamment à destination de l'industrie aéronautique, intervenant dans le processus de construction d'avions, hélicoptères et autres matériels issus de la production de ses clients du secteur. À ce titre, la responsabilité de la société peut par exemple être engagée indirectement ou directement en cas de sinistre, perte ou accident, de décès de passagers ou de pertes d'exploitation intervenus sur un matériel contenant des pièces de fabrication de la société. Dans le cadre de sa politique de gestion par les risques, la société conduit des actions pour maîtriser ces risques. L'efficacité de ces actions se traduit par l'obtention et le renouvellement des accréditations ou certifications relatives à ce type d'industrie et le traitement et la validation si nécessaire du process de validation par les clients des pièces fabriquées. Par ailleurs, la société a mis en place des assurances pour couvrir les risques résiduels.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels découlent :

- d'événements passés qui, de par leur nature, seront réglés seulement si un ou plusieurs événements futurs incertains se produisent ou non

- d'une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :

* il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation, ou

* le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Pour évaluer leur incidence potentielle, la société exerce une part importante de jugement et peut recourir à des estimations quant au résultat des événements futurs.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés dans les états financiers. Les passifs éventuels significatifs sont, le cas échéant, décrits dans l'annexe.

Résultat financier et exceptionnel

Résultat financier : le résultat financier est principalement constitué des intérêts versés ou reçus, des produits des participations et des dépréciations de titres de participation.

Résultat exceptionnel : le résultat exceptionnel comprend des produits et charges en nombre limité, inhabituels, anormaux ou peu fréquents et de montant particulièrement significatifs, les cessions d'actifs immobilisés et les mouvements sur les provisions.

Compte personnel de formation

Les heures DIF acquises depuis le 31 décembre 2014 ont donc été reportées dans le CPF.

Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas mentionnée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		45 523	0	4 370
Terrains		10 468	0	759
Constructions	Sur sol propre	39 186	0	300
	Sur sol d'autrui	185	0	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	71 768	0	2 064
Installations techniques, matériel et outillage industriels		658 452	0	27 959
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	9 792	0	292
	Matériel de transport	2 145	0	93
	Matériel de bureau et mobilier informatique	14 195	0	353
	Emballages récupérables et divers	461	0	0
Immobilisations corporelles en cours		28 532	0	39 663
Avances et acomptes		10 331	0	15 735
TOTAL (III)		845 515	0	87 218
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0
Autres participations		86 345	0	6 421
Autres titres immobilisés		49	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		30 214	0	1 877
TOTAL (IV)		116 608	0	8 298
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		1 007 646	0	99 886
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Réévaluation
		Virement	Cession	Valeur brute à la fin de l'exercice
Autres immobilisations corporelles	Frais d'établissement et de développement (I)	0	0	0
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	2 082	112	47 699
	Terrains	0	202	11 024
	Constructions	Sur sol propre	0	39 487
		Sur sol d'autrui	0	185
		Installations générales, agencements et	0	73 810
Installations techniques, matériel et outillage industriels		0	4 217	682 194
Autres immobilisations corporelles	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements.	0	9 469
		Matériel de transport	0	2 221
		Matériel de bureau et mobilier informatique	0	13 998
		Emballages récupérables et divers	0	436
Immobilisations corporelles en cours		32 462	0	35 733
Avances et acomptes		0	10 223	15 842
TOTAL (III)		32 462	15 872	884 400
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0
Autres participations		0	840	91 926
Autres titres immobilisés		0	0	49
Prêts et autres immobilisations financières		0	4 608	27 483
TOTAL (IV)		0	5 448	119 458
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		34 543	21 432	1 051 557
				0

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE						
Immobilisations amortissables			Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement (I)			0	0	0	0		
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			38 393	3 720	112	42 001		
Terrains			4 635	438	0	5 073		
Constructions	Sur sol propre		19 551	1 137	0	20 688		
	Sur sol d'autrui		49	9	0	58		
	Installations générales, agencements		49 626	2 991	18	52 600		
Installations techniques, matériels et outillages			419 872	38 578	3 418	455 032		
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers		7 046	296	548	6 793		
	Matériel de transport		2 026	37	17	2 046		
	Matériel de bureau, informatique et mobilier		13 562	379	553	13 387		
	Emballages récupérables et divers		199	12	0	211		
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)			516 566	43 877	4 555	555 888		
TOTAL GENERAL (I + II + III)			554 958	47 597	4 667	597 889		
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES						
Immos	DOTATIONS			REPRISES		Fin de l'exercice		
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif			
Frais étab	0	0	0	0	0	0		
Autres	0	1	0	0	30	0		
Terrains	0	18	0	0	37	0		
Constructions :								
sol propre	455	0	0	18	0	437		
sol autrui	0	0	0	0	0	0		
install.	0	904	0	34	534	335		
Autres immobilisations :								
Inst. techn.	3 292	6 176	0	2 793	6 637	0		
Inst gén.	5	73	0	20	22	0		
M.Transport	0	5	0	0	5	0		
Mat bureau.	0	38	0	0	31	0		
Emball.	0	1	0	0	2	0		
CORPO.	3 751	7 216	0	2 865	7 268	0		
Acquis. de titres	0			0		0		
TOTAL	3 751	7 217	0	2 865	7 298	0		
Cadre C			Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'émission d'emprunt à étaler			0	0	0	0		
Primes de remboursement des obligations			0	0	0	0		

Provisions inscrites au Bilan

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	6 479	0	0	6 479
Amortissements dérogatoires	132 388	10 968	10 163	133 193
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	138 868	10 968	10 163	139 673
Provisions pour litige	5 291	1 405	3 910	2 786
Frais de développement	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	1 168	1 351	1 168	1 351
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions	51 883	6 195	1 889	56 189
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	387	95	129	353
Autres provisions pour risques et charges	83 779	47 195	47 474	83 501
TOTAL (II)	142 508	56 241	54 569	144 180
Provisions sur immos incorporelles	599	0	523	76
Provisions sur immos corporelles	173 024	0	19 089	153 936
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	29 322	1 555	610	30 267
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0
Provisions sur stocks	42 908	49 517	44 196	48 229
Provisions sur comptes clients	1 541	18	435	1 124
Autres provisions pour dépréciations	2 395	6 572	299	8 668
TOTAL (III)	249 790	57 662	65 152	242 300
TOTAL GENERAL (I + II + III)	531 166	124 872	129 884	526 153
Dont dotations et reprises d'exploitation		54 907	47 962	
Dont dotations et reprises financières		9 144	909	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		80 341	81 007	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Stocks et en cours

	Stock brut	Dépréciation Stock	Stock Net
Stock matières et fournitures	49 829	6 304	43 524
Stock pièces de rechange	18 496	13 863	4 633
Stock produits en cours et finis	384 455	28 062	356 393
Stock produits résiduels	6 353		6 353
Total AUBERT&DUVAL	459 132	48 229	410 903

Immobilisations financières

Filiales et participations	Pourcentage de détention	Valeur brute	Dépréciation	Valeur Nette
Actions groupe non consolidés (261110)				
Eramet Alloys Italia	100%	595	0	595
Stahlschmidt Engagement GMBH	100%	4 233	3 712	521
ADM DT Wuxi	85%	3 427	0	3 427
AD TAF	100%	1 319	1 319	0
AD Engineering India	99%	391	153	238
Aubert & Duval SA Irun	100%	1 000	1 000	0
TOTAL		10 966	6 184	4 782
Actions groupe consolidés (261120)				
Interforge	96%	29 407	0	29 407
UKAD	50%	20 100	20 100	0
TOTAL		49 507	20 100	29 407
Actions hors groupe (261150)				
SQUAD	50%	7 862	3 983	3 879
SARL Metal Spécialité de la Bouble		1	0	1
MKAD	50%	614	0	614
TOTAL		8 477	3 983	4 494
Autres titres (271800)				
IFMA		21	0	21
PEP		15	0	15
GIE CFAM		12	0	12
TOTAL		49	0	49

Créances - Dépréciations

Créances	Etat des créances	2019	A un an au plus	A plus d'un an	2018
Créances rattachées à des participations		22 977	1 524	21 452	17 964
Prêts		26 793	0	26 793	29 516
Autres immos financières		689	0	689	698
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE		50 459	1 524	48 935	48 178
Clients douteux ou litigieux		370	0	370	378
Autres créances		37 698	37 698	0	41 110
Créances représentatives de titres prêtés		0	0	0	0
Personnel et comptes rattachés		716	716	0	514
Securité sociale et autres organismes sociaux		301	301	0	273
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices	3 556	3 556	0	9 609
	Taxe sur la valeur ajoutée	18 580	18 580	0	14 008
	Autres impôts	217	217	0	0
	Etat - divers	230	230	0	213
Groupes et associés		29 891	29 891	0	42 472
Débiteurs divers		4 969	4 969	0	1 379
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT		96 528	96 158	370	109 956
Charges constatées d'avance		213	213	0	383
TOTAL DES CREANCES		147 201	97 896	49 305	158 517

Opération de titrisation :

Le 24 juillet 2017, La société AUBERT&DUVAL a signé un nouveau contrat de titrisation, offrant des plafonds de cessions de créances de 80 millions d'€ et de 80 millions de dollars US, pour une période de cinq ans et pour des clients situés essentiellement en Europe et en Amerique du Nord,

Au 31 décembre 2019 le montant des créances clients figurant au bilan est diminué du montant des créances cédées pour un montant de 92 933 k€

Le montant du dépôt de garantie figurant au poste autres créances du bilan est de 3 273 k€.

Dépréciations

Dépréciations sur actifs circulants	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions sur stocks	42 908	49 517	44 196	48 229
Provisions sur comptes clients	1 541	18	435	1 124
Autres provisions pour dépréciations	2 395	6 572	299	8 668
TOTAL	46 844	56 107	44 931	58 021

Disponibilités & concours bancaires courants et soldes créditeurs

Disponibilités	Fin de l'exercice
Comptes bancaires	1 590
TOTAL	1 590

Concours bancaires et soldes créditeurs de banque	Fin de l'exercice
Comptes bancaires	12 028
TOTAL	12 028

Charges constatées d'avance et frais d'émission d'emprunts

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Prodware maintenance logicielle (Pamiers)	13	0	0
Kéonyx licence redevance (pamiers)	3	0	0
PREVENTEO (Issoire)	1	0	0
IGE (Issoire)	1	0	0
SIEMENS (Issoire)	0	0	0
GRT GAZ (Issoire)	1	0	0
RIGBY (Issoire)	3	0	0
PRODWARE (Issoire)	1	0	0
TRACE SOFTWARE (Issoire)	0	0	0
ASSUR RC GROUPE (Issoire)	15	0	0
ASSUR RCAE (Issoire)	6	0	0
ASSUR RC RAP SOC (Issoire)	2	0	0
Assurances Eramet (siège)	122	0	0
Mécénat (siège)	33	0	0
ED Editions (siège)	2	0	0
Rigby capital (siège)	1	0	0
Oracle (siège)	4	0	0
Oracle (siège)	5	0	0
TOTAL	213	0	0

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	452 565						452 565
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	8 425						8 425
Ecarts de réévaluation	0						0
Réserve légale	14 612						14 612
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	321						321
Report à nouveau	-29 044				-297 758		-326 802
Résultat de l'exercice	-297 758	-99 813	-297 758				-99 813
Subventions d'investissement	1 226		85				1 141
Provisions réglementées	138 868	10 968	10 163				139 673
TOTAL CAPITAUX PROPRES	289 214	-88 845	-287 510	0	-297 758	0	190 121

Le capital social au 31 décembre 2019 est constitué de 28 285 308 actions d'une valeur nominale de 16 € détenues à 100% par Eramet Holding Alliages.

Provisions réglementées et autres fonds propres

Provisions réglementées	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix (1)	6 479	0	0	6 479
Amortissements dérogatoires	132 389	10 968	10 163	133 194
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	138 868	10 968	10 163	139 673

(1) Provision pour Hausse des Prix : dotation 2017 pour 3 089 k€ et dotation 2018 pour 3 390 k€.

Autres fonds propres

Les autres fonds propres sont composés d'avances de l'état et d'avances conditionnées et sont passés de 6 114 k€ au 31 décembre 2018 à 5 655 k€ au 31 décembre 2019, notamment suite à un remboursement partiel de 384 k€ de l'avance de l'Etat pour le projet FEDER sur le site de Pamiers et une avance de l'Etat de 75 k€ pour le projet GALAAD sur le site des Ancizes.

Détail des provisions

Provisions pour risques et charges	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions pour litige	5 291	1 405	3 910	2 786
Frais de développement	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	1 168	1 351	1 168	1 351
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions (1)	51 883	6 195	1 889	56 189
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	387	95	129	353
Autres provisions pour risques et charges (2)	83 779	47 195	47 474	83 501
TOTAL (II)	142 508	56 241	54 569	144 180

(1) Les engagements d'AUBERT & DUVAL sont évalués par des actuaires indépendants.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour les évaluations sont les suivantes :

	2016	2017	2018	2019
Taux d'actualisation	1,50%	1,50%	1,75%	1,10%
Taux d'inflation	1,80%	1,80%	1,80%	1,80%
Taux d'augmentation des salaires	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
Taux de rendement des actifs financiers de régime	1,50%	3,25%	3,25%	3,25%

(2) Les autres provisions pour risques et charges sont principalement composées :

- des restructurations et plans sociaux pour 3 395 k€
- des risques environnementaux pour 8 309 k€
- de la provision crise qualité pour 58 241 k€
- de la provision de fermeture de AD TAF pour 6 959 k€
- d'une provision pour autres risques clients pour 6 000 k€

Dans le cadre d'une revue interne des processus qualité, des non conformités dans le système de management de la qualité, la société a été amenée à constituer une provision de 65 M€ en 2018 et une provision complémentaire de 15 M€ a été comptabilisé en 2019 sur la base d'une estimation à date du coût du retraitement de revue approfondie des processus qualité (notamment, les frais d'expertise) estimés au total à 80 M€. Le solde de cette provision au 31/12/2019 est de 58,2 M€.

Dans le cadre de son activité, la société est amenée à faire face à des risques environnementaux dont le coût financier attendu donne lieu à la constitution de provision sur la base des risques estimés à la clôture de l'exercice par la direction de la société.

- Risque amiante 6 263k€
- Autres risques environnementaux 1 250 K€

La provision de fermeture de ADTAF correspond à une estimation des coûts de fermeture de cette filiale.

Dettes

Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine	12 037	12 037	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine	0	0	0	0
Emprunts et dettes financières divers	159 469	36 255	11 357	111 857
Fournisseurs et comptes rattachés	125 804	125 804	0	0
Personnel et comptes rattachés	29 956	29 956	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	25 192	25 192	0	0
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	6 437	6 437	0
	Obligations cautionnées	0	0	0
	Autres impôts	1 750	1 750	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	7 736	7 736	0	0
Groupes et associés	35 522	35 522	0	0
Autres dettes	3 710	3 710	0	0
Dette représentative de titres empruntés	0	0	0	0
Produits constatés d'avance	26 802	26 802	0	0
TOTAL DES DETTES	434 415	311 201	11 357	111 857

AD a tiré des lignes de crédit auprès de Eramet SA pour un montant de 120 M€ pour lesquels les échéances de remboursement sont prévues en 2027 pour 34 M€ et en 2030 pour 86 M€.

Produits constatés d'avance

Produits constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
PCA Matrices (Pamiers)	9 679	0	0
PCA Incoterm (Pamiers)	6 129	0	0
PCA CA outillages (Issoire)	2 123	0	0
PCA Incoterm (Issoire)	303	0	0
PCA Incoterm (Firminy)	454	0	0
PCA Incoterm (Ancizes)	6 835	0	0
PCA CA outillages (Ancizes)	1 278	0	0
TOTAL	26 802	0	0

Société établissant des comptes consolidés

Dénomination et siège social	Forme juridique	Capital	% de détention
ERAMET 10 Boulevard de Grenelle 75015 PARIS	SA	81 239 800	

Les comptes d'AUBERT&DUVAL sont consolidés dans les comptes de ERAMET par intégration globale.

Entreprises liées**Eléments concernant les entreprises liées (consolidées)**

N° Partenaire	Partenaire (en milliers d'euros)	Autres emprunts & dettes assimilées - part > 1an	Autres emprunts & dettes assimilées - part < 1an	Actifs financiers CT	Actifs financiers LT	Fournisseurs & comptes rattachés	Clients & comptes rattachés
DE100	Erasteel SAS					623	3 051
DE102	Erasteel Champagnole					485	0
DE103	Erasteel Kloster AB					321	4
DE201	Erasteel Inc						
DE104	Erasteel Stubs Ltd						10
DL105	UKAD				9 411	4 061	5 845
DL106	EcoTitanium				21 148		2 866
DL300	Interforge		0			7 699	973
DL401	E.H.A.		34 522		274	815	
DL508	Brown Europe					69	209
KL100	Eramet Norway						2
KZ101	ECM						102
RN100	Eramet Nickel distribution					6	1
RN200	SLN						8
YZ100	Eramet Holding	120 000				5 784	1 757
YZ204	Eramet Services					3 072	6
YZ205	Eramet Ideas (ex Eramet Research)					95	91
TOTAL		120 000	34 522	0	30 833	23 030	14 925

N° Partenaire	Partenaire (en milliers d'euros)	Avances & acomptes versés / fournisseurs	Créances liées à l'intégration fiscale	Comptes courants financiers < 1an	Charges d'intérêts	Produits d'intérêts
DE100	Erasteel SAS					
DE102	Erasteel Champagnole					
DE103	Erasteel Kloster AB					
DE201	Erasteel Inc.					
DL105	UKAD	27 954				161
DL106	EcoTitanium					874
DL300	Interforge			1 968	-14	17
DL401	E.H.A.			11 065	-561	88
DL508	Brown Europe					
KL100	Eramet Norway					
KZ101	ECM					
RN100	Eramet Nickel					
RN200	SLN					
YZ100	Eramet Holding		3 556		-2 365	
YZ204	Eramet Services					
YZ205	Eramet Idea					
TOTAL		27 954	3 556	13 033	-2 940	1 140

Composition du capital social

Le capital social au 31 décembre 2019 est constitué de 28 285 308 actions d'une valeur nominale de 16 € détenues à 100% par Eramet Holding Alliages.

Capital détenu par les personnes morales :

IDENTIFICATION		CAPITAL DETENU		ADRESSE			
Dénomination	SIREN	% détention	Nombre de parts	N°	Voie	CP	Commune
ERAMET HOLDING ALLIAGES	562013995	100	28 285 308	10	boulevard de Grenelle	75015	PARIS

Liste des filiales et des participations

Filiales et participations	Capital (4)	Réserves et report à nouveau avant affectations (4)	Quote-part du capital détenu	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice								
				Brute	Nette													
A. Renseignements détaillés(1) (2)																		
Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)																		
Eramet Alloys Italia (ex AD ES ACCIAI)	500	1 664	100%	595	595			7 571	77									
Stahlschmidt Engagement GmbH (ex Aubert & Duval Special Steel GmbH)	3 570	-2 875	100%	4 233	521			84	-487									
ADMKT Wuxi	5 170	-11	85%	3 427	3 427			12 549	434									
AD Irun	975	-1 383	100%	1 000	0			3 801	-70									
ADEI (Inde)*	27 000	-4 312	99%	391	238			230	-74									
AD TAF	1 319	-208	100%	1 319	0			4 349	-2 728									
INTERFORGE	24 724	13 186	96%	29 407	29 407			25 765	-4 266									
Participations (10 à 50% du capital)																		
SQUAD	13 489	-6 678	50%	7 862	3 879			4 589	-387									
UKAD	12 502	-14 469	50%	20 100	0			110 087	-5 336									
MKAD	1 227	199	50%	614	614			9 621	432									
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations non reprises au A.																		
Filiales françaises (ensemble)																		
Filiales étrangères (ensemble) (3)																		
Participations dans des sociétés françaises																		
Participation dans des sociétés étrangères																		

(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(4) Dans la monnaie locale d'opération.

Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Exercice 2019	Exercice 2018	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	2 933	2 929	0%
Production vendue biens	603 748	730 414	-17%
Production vendue services	15 900	17 786	-11%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	261 601	316 947	-17%
Chiffres d'affaires nets-Export	360 981	434 182	-17%
Chiffres d'affaires nets	622 582	751 128	-17%

Charges et produits financiers

Résultat financier	Exercice 2019	Exercice 2018
Produits financiers de participations	1 363	1 875
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 869	1 865
Autres intérêts et produits assimilés	21	11
Reprises sur provisions et transferts de charges	909	758
Différences positives de change	0	1 268
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
Total des produits financiers	4 162	5 777
Dotations financières aux amortissements et provisions	9 144	12 949
Intérêts et charges assimilées (1)	6 443	15 938
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
Total des charges financières	15 587	28 887
RÉSULTAT FINANCIER	-11 424	-23 111

Charges et produits exceptionnels

Résultat exceptionnel	Exercice 2019	Exercice 2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	568	1 778
Produits exceptionnels sur opérations en capital	93	9 871
Reprises sur provisions et transferts de charges	81 008	42 380
Total des produits exceptionnels	81 669	54 030
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	44 263	8 652
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 320	10 036
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	80 341	291 227
Total des charges exceptionnelles	125 924	309 914
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-44 254	-255 884

Dont

	Dotations 2019	Reprises 2019
▫ provisions sur amortissements dérogatoires	10 968	10 163
▫ provision pour hausse des prix	0	0
▫ provision dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles	0	19 611
▫ provision litige qualité	35 600	42 358

Impôt sur les bénéfices**Ventilation de l'impôt sur les bénéfices**

Impôt sur les bénéfices	Exercice 2019	Exercice 2018
Résultat Comptable	-99 813	-297 758
Dotations retraite d'exploitation	3 765	4 314
Dotations retraite financières	880	742
Dotations retraite exceptionnelles	255	238
Amortissements excédentaires	106	100
Taxe sur les véhicules de société	35	44
C3S	798	1 185
Effort de construction	593	310
Autres provisions	9 097	1 436
Dotation pour risques et charges	0	5 000
Dotations dépréciations stocks	27 684	19 237
Dotation dépréciations clients et autres créances		460
Dotation dépréciations des immobilisations	0	166 166
Dotation dépréciations titres	1 555	10 932
Dotation dépréciations compte courant	6 572	1 161
Pénalités et amendes	16	114
IS	137	118
Dons mécénat	534	427
Titres AD Deutschland (dissolution anticipée)	0	67
Quote part de 5% sur dividendes reçus	0	56
Quote part de 1% sur dividendes reçus	0	1
Mali sur TUP Supa		1
Abandon de créances à caractère financier	134	
Total réintégrations	52 161	212 110
Reprises retraite d'exploitation	1 559	1 624
Reprises retraite financières	0	25
Reprises retraite exceptionnelles	0	931
C3S	1 185	1 346
Effort de construction	310	491
Autres provisions	3 131	2 609
Reprise dépréciations des immobilisations	18 579	
Reprise dépréciations stocks	20 276	17 195
Reprise dépréciations clients et autres créances	435	832
Reprise dépréciations titres	610	732
Reprise dépréciations compte courant	299	
CICE	0	5 361
CIR	3 511	3 567
CIA	3	0
CI Mécénat	153	233
Suramortissement loi Macron	488	534
Base impôts Italie	284	452
Titres AD Deutschland (dissolution anticipée)	0	200
Dividendes reçus	1	1 224
Total déductions	50 826	37 354
Résultat Fiscal	-98 478	-123 002

Répartition de l'impôt	Exercice 2019	Exercice 2018
Résultat avant impôts	-59 089	-45 555
Résultat exceptionnel	-44 254	-255 884
Réintégrations fiscales	52 161	212 110
Déductions fiscales	-47 159	-28 137
Crédit d'impôts	-3 667	-9 160
Résultat fiscal taxable	-98 478	-123 002
Réintégrations charges financières	629	3 259
Réintégration de 4% produits de participation	0	4
Déficits antérieurs imputables	0	0
Base d'imposition	0	0
Impôt société taux 33,1/3 %	0	0
Résultat après impôts	-99 813	-297 758

Intégration fiscale

La société AUBERT&DUVAL est fiscalement intégrée dans le groupe ERAMET depuis le 1er janvier 2000.

La convention d'intégration fiscale conclue avec Eramet SA prévoit que la filiale calcule et comptabilise sa charge d'impôt comme en absence d'intégration fiscale d'impôt à Eramet, société tête de groupe.

Il n'existe pas de différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt qui aurait été supporté en absence d'intégration fiscale.

Fiscalité latente

Fiscalité latente		
Déficits Reportables		281 977
Litiges	5 184	
Retraites	47 174	
Pertes Potentielles	1 351	
Restructurations	-90	
Provisions pour risques et charges		53 619
Clients	829	
Stocks et en-cours	27 684	
Impairment test	147 429	
Provisions pour dépréciations		175 942
Charges à payer - C3S	798	
Charges à payer - Effort de construction	593	
Provisions pour dépréciations		1 391
Base d'allegement de la dette future d'impôt sur les sociétés		512 929
Provisions pour hausse des prix	6 479	0
Provisions amortissements dérogatoires	133 193	0
Provisions réglementées		139 672
Base d'accroissement de la dette future d'impôt sur les sociétés		139 672
Base d'accroissement nette de la dette future d'impôt sur les sociétés		373 257

Ces éléments sont donnés à titre informatif et ne font pas l'objet d'une comptabilisation dans les comptes de la société.

Effectifs

Effectif	Effectif en ETP		Effectif mis à la disposition de l'entreprise		Effectif global	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Cadres	456	417	1	2	457	419
ATAM	1 224	1 172	10	13	1 234	1 185
Ouvriers	1 761	1 758	311	209	2 072	1 967
TOTAL	3 441	3 347	322	224	3 763	3 571

L'effectif moyen du personnel est de : 3 620

Engagements hors bilan

Catégorie d'engagement	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Engagements donnés				
Garanties de restitution acomptes clients SG	19 971	13 898	5 408	666
Garanties de restitution acomptes clients Natixis	1 152	1 152		
Garanties de restitution acomptes clients BNP	547	330	217	
Soumission générale douanières BNP	4 948	221	4 727	
Cautionnement solidaire environnement Atradius Ancizes et F	1 924		1 924	
Caution prêt CE AD PAMIERS crédit mutuel	69		69	
	0			
A. Total engagements liés à l'exploitation	28 611	15 601	12 344	666
Crédit moyen terme UKAD SG				
Crédit moyen terme SQUAD CACF	3 596		2 295	1 301
Caution MKAD	1 163			1 163
	0			
B. Total engagements liés au financement	4 759	0	2 295	2 463
	0			
	0			
C. Total autres engagements donnés	0	0	0	0
I. Total engagements donnés (A+B+C)	33 370	15 601	14 640	3 129
Engagements reçus				
Cautions fournisseurs Ancizes	60	12	48	
	0			
II. Total engagements reçus	60	12	48	0

Couvertures matières et devises

(En Kdevise)	Couvertures 2019	Couvertures 2020	Couvertures 2021	Couvertures 2022	Couvertures 2023
Couvertures matières					
- Aluminium en KUSD					
- Nickel en KUSD	119	7 767	1 906	1 959	0
Engagement sur instruments financiers en cours à la clôture de l'exercice:					
- Couvertures en vente en KUSD	100 338	170 529	61 900	12 000	5 000
- Couvertures en achat en KUSD	102 782	11 900	1 900	2 000	

Quotas d'émission de gaz à effet de serre

Le montant de quotas alloués par l'Etat à la société AUBERT&DUVAL s'élève à 63 581 quotas pour l'année 2019.

Le mécanisme des quotas concerne les sites émetteurs de CO2 ayant une puissance installée supérieure à 20 MW thermiques équivalents, à savoir Ancizes, Firminy et Pamiers. Ces sites doivent restituer à l'état avant le 30 avril de l'année N+1 des quotas pour couvrir leurs émissions de l'année N (1 quotas = 1 tonne de CO2).

Il s'agit d'un modèle "Production"; Aubert&Duval ne réalise pas d'achat à des fins autres que la couverture de ses obligations.

Les hypothèses prises pour l'évaluation du passif "quotas d'émission à acquérir" sont les suivantes :

- Hypothèses d'émissions de CO2 sur les années à venir sur la base des années précédentes et, si l'information est disponible, des évolutions prévisibles de la production.
- Au-delà de 2021, hypothèses sur les possibles évolutions de la réglementation européenne non encore adoptée. En particulier, à partir de 2021, les activités de forge de Pamiers et Firminy sont considérées comme des secteurs « non exposés ».

Les éléments suivants participent à la gestion du risque CO2 :

- Engagement du Groupe sur un objectif 2023 de réduction des émissions de CO2 par tonne de produit (voir l'objectif N°13 de la feuille de route RSE publiée par le Groupe en 2019)
- Mise en place d'un prix interne du CO2 à 30 €/tonne afin d'orienter les investissements du Groupe vers des solutions moins émissives et de sensibiliser les salariés aux enjeux climatiques
- Suivi détaillé des discussions portant sur l'évolution de la réglementation pour la 4 ième période des quotas (2021-2030).
- Gestion centralisée au siège des comptes CO2 de chaque site et diffusion d'informations sur la balance émissions-allocations et sur les possibilités d'achat.
- Suivi du prix de marché du CO2

Prévision d'allocation de quotas (tCO2)	Ancizes	Firminy	Pamiers
2019 (réalisé)	37 665	18 881	7 035
2020	36 889	18 492	5 566
2021	36 281	3 567	1 413

Prévisions d'émissions (tCO2)	Ancizes	Firminy	Pamiers
2019 (réalisé)	40 381	11 001	19 174
2020	40 381	11 001	19 174
2021	40 381	11 001	19 174

Honoraires des commissaires aux comptes

En application du décret n°2008-1487 du 30 décembre 2008 complétant l'article R.233-14§17 du code de commerce, le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat annuel de l'exercice s'élève à 163 k€.

Avantages du personnel

Engagements de retraite et assimilés au 31 décembre 2019

(En Keuros)	Valeur actuarielle des obligations	Juste valeur des actifs de régime	Situation financières Surplus/Déficit
Indemnités de départ en retraite	40 557	7 477	33 080
Indemnités de fin de carrière IPC	1 017	0	1 017
Indemnités de fin de carrière IRUS	31 719	0	31 719
Médailles et gratifications	8 992	0	8 992
TOTAL	82 285	7 477	74 808

(En Keuros)	Gains/Pertes actuarielles non reconnues	Services passés non reconnus	Provision au bilan Actif/Passif
Indemnités de départ en retraite	1 681	5 810	25 589
Indemnités de fin de carrière IPC	0	-12	1 029
Indemnités de fin de carrière IRUS	0	11 140	20 579
Médailles et gratifications	0	0	8 992
TOTAL	1 681	16 938	56 189

Hypothèses actuarielles :

Taux d'actualisation	1,10%
Taux d'inflation	1,80%
Taux d'augmentation salariale	3,00%
Taux de rendement des actifs financiers	3,25%

Variation des engagements de retraite (En Keuros)	A l'ouverture	51 883
Charges comptabilisées		6 448
Coût des services rendus	3 084	
Amortissement des écarts actuariels et des services passés	2 092	
Charges d'intérêts	1 254	
Rendements des actifs de couverture	-237	
Coût des services passés	255	
Modification / réduction / Liquidation de régime	0	
Cotisations et prestations versées		-2 142
	A la clôture	56 189

Crédits-baux

(En Keuros)	Batiment Heyrieux	Batiments administratif et industriel Pamiers	Presse 40 000T Pamiers	Four IV 30 Ancizes
Partenaire Numéro de contrat	Natixis Bail 982593 01/SG/FZ	Batical	Apoline Bail	Auxifip 225899-00-0
Date début Date fin	01/09/1999 01/09/2009	31/03/2004 31/12/2016	31/03/2006 31/12/2018	31/12/2013
Terrains	339	458		
Constructions	3 945	22 892		
Installations industrielles			53 825	15 997
<i>Immobilisations financées par crédit-bail - Valeurs brutes</i>	4 284	23 350	53 825	15 997
Constructions	3 945	12 287		
Installations industrielles			29 430	5 184
<i>Immobilisations financées par crédit-bail - Amortissements cumulés (1)</i>	3 945	12 287	29 430	5 184
Constructions	199	696		
Installations industrielles			1 835	864
(1) dont amortissements de la période	199	696	1 835	864
Redevances payées cumulées début ex.	5 361	26 425	50 364	12 570
Redevances payées de l'exercice				2 514
Redevances restant à payer jusqu'à 1 an				2 514
Redevances restant à payer de 1 à 5 ans				
Redevances restant à payer plus de 5 ans				
<i>Engagements de crédit-bail - TOTAL</i>	5 361	26 425	50 364	17 598
<i>Prix d'achat résiduel</i>	0	0	21 530	160

(En Keuros)	Four vertical pont roulant et fraiseuse Ancizes	Presse à forger PS27 Issoire	Fours de pré-chauffage Issoire	Outils presse P27 Issoire
Partenaire Numéro de contrat	Star Lease 001268477-00	Sogeelease 001087108-00	Star Lease 001113378-00	Sodelease 001131996-00
Date début	16/12/2014	19/03/2013	14/02/2014	23/03/14
Terrains				
Constructions				
Installations industrielles	5 003	8 903	880	636
<i>Immobilisations financées par crédit-bail - Valeurs brutes</i>	5 003	8 903	880	636
Constructions				
Installations industrielles	1 275	2 082	360	624
<i>Immobilisations financées par crédit-bail - Amortissements cumulés (1)</i>	1 275	2 082	360	624
Constructions				
Installations industrielles	218	347	60	12
(1) dont amortissements de la période	218	347	60	12
Redevances payées cumulées	2 192	5 230	494	342
Redevances payées de l'exercice	548	1 046	104	72
Redevances restant à payer jusqu'à 1 an	548	1 046	104	72
Redevances restant à payer de 1 à 5 ans	2 192	3 138	338	234
Redevances restant à payer plus de 5 ans				
<i>Engagements de crédit-bail - TOTAL</i>	5 480	10 460	1 040	720
<i>Prix d'achat résiduel</i>	50	89	9	6

Crédits-baux (suite)

(En Keuros)	Variateur de vitesse 22kt Pamiers	Evaporateurs Ancizes	Equipements génériques Ancizes	TOTAL
Partenaire Numéro de contrat	SIEMENS 20160902793/00	LIXXBAIL 290327B10	LIXXBAIL 344830B10	
Date début	01/10/2016	23/11/18	30/11/18	
Terrains				797
Constructions				26 837
Installations industrielles	655	514	1 399	87 812
<i>Immobilisations financées par crédit-bail - Valeurs brutes</i>	655	514	1 399	115 446
Constructions				16 232
Installations industrielles	142	60	200	39 357
<i>Immobilisations financées par crédit-bail - Amortissements cumulés (1)</i>	142	60	200	55 589
Constructions				895
Installations industrielles	44	51	156	3 587
<i>(1) dont amortissements de la période</i>	44	51	156	4 482
Redevances payées cumulées	325	13	35	103 351
Redevances payées de l'exercice	144	76	207	4 711
Redevances restant à payer jusqu'à 1 an	144	76	207	4 711
Redevances restant à payer de 1 à 5 ans	109	368	828	7 207
Redevances restant à payer plus de 5 ans			173	173
<i>Engagements de crédit-bail - TOTAL</i>	722	533	1 450	120 153
<i>Prix d'achat résiduel</i>	7	5	14	21 851

Autres informations**Détail des produits à recevoir**

Produits à recevoir	Montant
INTERETS S/PRETS RAT.PAR	1 524
INT COURUS PRETS PARTICI	17 973
FRS AVOIRS NON PARVENUS	1 070
CLIENTS FACT A ETABLIR	1 888
ORG SOC PROD A RECEVOIR	120
ETAT AUT PRODTS A RECEV.	143
AUTRES PRODUITS A RECEVOIR	175
IJ PREVOYANCE	176
TOTAL	23 070

Détail des charges à payer

Charges à payer	Montant
INT COUR EMP ETAB CREDIT	9
FACTURES A RECEVOIR MRO	35 522
FACT A RECEV.IMMOS MRO	2 900
PERSONNEL / CAP-CONGES	20 843
ORG SCX / CAP-CONGES	10 195
AUT ORGAN.SOC CH A PAYER	103
ETAT AUT CHARGES A PAYER	1 117
PERSONNEL / CAP-INTERESS	5 624
ORG SOC / CAP FORM PROFE	704
ORG SOC / CAP PART CONST	412
AUTRES CHARGES A PAYER	157
ORG SCX / CAP ORGANIC	1 089
FACT A RECEV.IMMOS (HORS	10 272
CLTS AVOIRS A ETABLIR	1 578
PERSONNEL / CAP PRIMES	3 114
ORG SCX / CAP PRIMES	1 518
ORG SCX / CAP-INTERESSEM	1 125
ORG SCX / CAP-TX APPRENTISSAGE	82
ORG SCX / CAP-AUTRES	709
COMMISSIONS A PAYER H AUXILIAIRE	438
TOTAL	97 510

Evènements postérieurs à la clôture

Covid-19

Dans le contexte actuel de pandémie de Coronavirus marqué par l'incertitude pesant sur l'économie mondiale, la société a mis en place des mesures adéquates afin de protéger la santé de l'ensemble de ses collaborateurs et d'assurer dans la mesure du possible la continuité des activités en adaptant les organisations. Cette adaptation conduit à la réduction voire à la suspension temporaire de certaines activités industrielles. Compte tenu de l'incertitude relative à la durée de cette pandémie, tout comme à son ampleur, ainsi qu'à ses effets sur les approvisionnements et les marchés de la société il n'est pas possible à date d'en quantifier de façon précise l'impact sur l'exercice 2020.

Des mesures de préservation de la trésorerie ont toutefois été mises en place afin de préserver la liquidité et les capacités de financement de la société avec, pour leviers principaux, la réduction des coûts et des investissements au strict minimum, et avec la mise en place de nouvelles mesures de pilotage des flux de facturation et de leurs encaissements. La société a également mis en place des mesures de chômage technique et de télétravail pour certaines fonctions.